
Mémorandum du président
Proposition de financement supplémentaire
État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée
Projet «Marchés pour les agriculteurs
villageois» (MVF) – Maket Bilong Vilis Fama

Identifiant du projet : 2000000899

Document : EB 2025/LOT/P.24

Date : 8 décembre 2025

Distribution : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Action : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 63.

Questions techniques :

Reehana Raza
Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
Courriel : r.raza@ifad.org

Jerry Pacturan
Directeur national
Division Asie et Pacifique
Courriel : j.pacturan@ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	3
A. Contexte	3
B. Description originale du projet	3
II. Justification du financement supplémentaire	3
A. Justification	3
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, résultats et activités	5
D. Coûts, avantages et financement	7
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	12
C. Classification des risques climatiques	12
IV. Mise en œuvre	12
A. Conformité avec les politiques du FIDA	12
B. Cadre organisationnel	13
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	14
D. Modifications proposées à l'accord de financement	14
V. Instruments juridiques et autorité	14
VI. Recommandation	15

Équipe chargée de la mise en œuvre du projet

Directrice régionale :	Reehana Raza
Directeur national :	Jerry Pacturan
Responsable technique :	Ayurzana Puntsagdavaa
Responsable financier :	Dipak Sah
Spécialiste climat et environnement :	Nirajan Khadka
Responsable juridique :	Mbali Mushazhirwa

Résumé du financement

Institution initiatrice :	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire :	État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée
Agence d'exécution :	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du projet :	52,44 millions de dollars É.-U.
Montant du prêt initial du FIDA (système d'allocation basé sur la performance [PBAS]) :	25,5 millions de dollars
Conditions du prêt initial du FIDA :	Mélange : période de maturité de 25 ans, y compris un délai de grâce de cinq ans, avec des frais de service de 0,75 % et un taux d'intérêt de 1,25 % par an en DTS (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Montant du prêt supplémentaire du FIDA (PBAS) :	18,065 millions de dollars É.-U.
Conditions du prêt supplémentaire du FIDA:	Combinaison (mêmes conditions que le financement initial)
Cofinanciers :	Institutions financières
Montant du cofinancement :	1,484 million de dollars américains
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire :	4,796 millions de dollars américains
Contribution des participants au projet :	2,595 millions de dollars
Montant initial du financement climatique du FIDA :	0 million de dollars américains
Montant du financement supplémentaire du FIDA pour le climat :	7,144 millions de dollars (dont 0,8 million de dollars au titre du financement complémentaire pour le climat)
Institution partenaire :	Sous la supervision directe du FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le projet « Marché pour les agriculteurs villageois » (MVF) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en septembre 2017.¹ Le montant total initial du financement du projet s'élevait à 50,26 millions de dollars américains, comprenant un prêt du FIDA (n°2000001961) de 25,5 millions de dollars américains, une contribution gouvernementale estimée à 2,85 millions de dollars américains, des contributions des participants au projet estimées à 1,21 million de dollars américains et un financement des institutions financières de 4,22 millions de dollars américains. Le déficit de financement de 3,47 millions de dollars américains devait être comblé par des contributions ultérieures du FIDA ou d'autres partenaires. L'accord de financement est entré en vigueur le 27 août 2018, mais sa mise en œuvre n'a commencé qu'au début de 2019 en raison de retards dans l'obtention d'un avis juridique sur l'accord de financement de la part du gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée. En 2024, le projet a été prolongé de deux ans, la date d'achèvement étant reportée au 30 septembre 2026 et la date de clôture au 31 mars 2027.
2. En 2025, le gouvernement a sollicité un financement supplémentaire de 18,065 millions de dollars auprès du FIDA afin de combler un déficit de financement de 3,47 millions de dollars identifié lors de la conception du projet, comme indiqué dans l'aide-mémoire de la mission de supervision de juin 2025. Une lettre de demande officielle a été soumise. Sur ce montant total, 17,265 millions de dollars proviendront du cycle 2025-2027 du système d'allocation basé sur la performance (PBAS) et 800 000 dollars seront fournis à titre de complément climatique. Le gouvernement a demandé que ce financement supplémentaire soit accordé aux mêmes conditions que celles du prêt initial.

B. Description initiale du projet

3. L'objectif du MVF est d'améliorer les moyens de subsistance des ménages agricoles villageois dans les provinces ciblées en facilitant leur transition d'une agriculture de semi-subsistance vers une production orientée vers le marché et l'agriculture en tant qu'activité commerciale. L'objectif de développement est d'obtenir une augmentation durable des revenus des ménages agricoles villageois grâce à l'augmentation de la production commercialisée.
4. Le projet cible six provinces de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour les activités liées aux produits frais : Western Highlands, Jiwaka, Simbu, Eastern Highlands et Morobe. Les activités du projet liées à la noix galip ciblent East New Britain. Le MVF cible 23 500 ménages agricoles, bénéficiant à environ 117 500 personnes.
5. Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage est l'organisme chargé de l'exécution du projet, tandis que l'Agence de développement des produits frais (FPDA) est l'organisme chargé de la mise en œuvre du projet.
6. Le projet comporte trois volets : le volet 1 – partenariats commerciaux inclusifs – soutient toutes les activités nécessaires à la création et à la mise en œuvre de partenariats commerciaux; composante 2 – investissements dans la chaîne de valeur, complète les investissements des partenariats par des améliorations ponctuelles des routes de desserte et la facilitation de l'accès aux services financiers ; et composante 3 – gouvernance collective et gestion de projet, comprend toutes les activités visant à promouvoir un environnement politique et institutionnel favorable au développement de chaînes de valeur inclusives pour les produits frais et les noix de galip.

II. Justification du financement supplémentaire

A. Justification

7. Ce projet était le premier prêt international accordé à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour soutenir son secteur des produits frais. La participation du FIDA s'inscrit dans le cadre de sa Stratégie d'engagement dans les petits États insulaires en développement 2022-2027. Elle reconnaît la Papouasie-Nouvelle-Guinée comme un petit État insulaire en développement membre clé et met en avant le soutien aux systèmes alimentaires et à la nutrition comme un investissement stratégique. Le secteur des produits frais est vital pour la

¹ EB 2017/121/R.19/Rev.1.

sécurité alimentaire et l'agriculture durable du pays. Le MVF a été lancé à titre expérimental afin de tester des approches et des systèmes évolutifs.

8. Le projet a initialement rencontré des difficultés, car il s'agissait du premier prêt international dans le secteur des produits frais et le personnel n'était pas familiarisé avec les processus du FIDA. Avec le temps, une meilleure compréhension a permis d'améliorer la mise en œuvre et de mieux informer les systèmes gouvernementaux. Aujourd'hui, le projet est prêt à passer à l'échelle supérieure, avec la participation de la Banque asiatique de développement (BAD) en tant que cofinancier, qui apporte une contribution de 40 millions de dollars américains en plus du prêt du FIDA pour les infrastructures de marché afin d'aider les agriculteurs du MVF et d'étendre le projet.
9. Le projet a enregistré des progrès notables en 2024 et 2025, avec 72,29 % des fonds prêtés décaissés en octobre 2025. Un financement supplémentaire du FIDA13 est essentiel, car la plupart des fonds restants seront dépensés en 2026. Le nombre de ménages participants est passé de 3 049 en 2022 à 27 771 en juin 2025, et les ventes de produits agricoles des agriculteurs participants ont augmenté d'environ 65 % en 2023. Les subventions de contrepartie ont amélioré l'accès aux intrants et à l'appui technique, tandis que la formation sur le terrain a renforcé les connaissances et l'engagement des agriculteurs. Le renforcement des capacités au sein de la FPDA a progressé, mais nécessite une assistance continue. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour atteindre tous les objectifs du projet.
10. Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée s'engage à collaborer avec le FIDA et à promouvoir le MVF, avec le soutien de la BAD pour les infrastructures, comme voie stratégique vers la sécurité alimentaire et la croissance rurale. Mettre fin au MVF maintenant reviendrait à gaspiller les précieux progrès accomplis jusqu'à présent. Le gouvernement entend s'appuyer sur les résultats obtenus par le MVF et l'étendre à d'autres provinces. Grâce à ce financement supplémentaire, les premiers résultats pourront être consolidés, ce qui favorisera la reproduction du programme à l'avenir.

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration

11. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le projet a été validé comme suit :

- Intégrant le financement climatique
- Renforcement des capacités d'adaptation y

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

12. Le projet ciblait initialement six provinces de Papouasie-Nouvelle-Guinée : les Hautes Terres occidentales, Jiwaka, Simbu, les Hautes Terres orientales, Morobe (pour les produits frais) et la Nouvelle-Bretagne orientale (pour les noix de galip). Au quatrième trimestre 2025, les activités ont été étendues afin d'intégrer les zones de production actives de la province de Madang.
13. Le MVF donne la priorité aux provinces montagneuses, importantes pour la petite agriculture maraîchère, mais confrontées à une pauvreté importante, un faible taux d'alphabétisation et un taux élevé de malnutrition. La BAD a estimé le taux de pauvreté de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à 39 % pour 2025.² La dernière enquête sur les ménages ruraux menée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires indique que les ménages ruraux gagnent en moyenne 2,19 dollars US par personne et par jour, soit juste au-dessus du seuil de pauvreté mondial de 2,15 dollars US (parité de pouvoir d'achat de 2017), 68 % d'entre eux dépendant entièrement de leur propre production agricole. La demande urbaine est forte, mais le manque de moyens de transport limite l'accès au marché, malgré la présence d'agréateurs.
14. **Peuples autochtones.** La Papouasie-Nouvelle-Guinée est le pays qui présente la plus grande diversité culturelle et linguistique au monde, avec plus de 600 groupes culturels et plus de 840 langues. Environ 95 % de sa population et la quasi-totalité des participants au projet sont des peuples autochtones.
15. **Sensibilisation.** Le projet étendra sa portée de 23 500 à 46 700 ménages (233 500 personnes) en renforçant les systèmes de formation et en introduisant de nouvelles activités.
16. Afin d'élargir le développement des capacités, le projet intégrera le modèle des agents de vulgarisation villageois de la FPDA à son approche existante des agriculteurs chefs de file. Vulgarisation villageoise

²[Papouasie-Nouvelle-Guinée : en chiffres, bibliothèque de données de la BAD, Banque asiatique de développement.](#)

Les travailleurs comprennent des jeunes et des femmes qualifiés issus des communautés locales, ainsi que des agents de vulgarisation professionnels. Après avoir suivi une formation sur mesure destinée aux formateurs et reçu des allocations basées sur leurs performances, chaque agent de vulgarisation villageois formera 15 à 25 autres membres de la communauté. Le matériel de formation destiné aux détaillants et les mécanismes de coordination provinciaux ont également été améliorés afin d'optimiser la qualité et le suivi.

17. Grâce à ce financement supplémentaire, le projet mettra en place des mesures d'adaptation au changement climatique, notamment des réseaux d'eau à usages multiples pour l'irrigation et des systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) desservant environ 4 000 foyers, ainsi que des entrepôts réfrigérés à énergie solaire bénéficiant à 4 000 autres foyers. Ces interventions renforceront la sécurité de l'approvisionnement en eau, réduiront la charge de travail des femmes et soutiendront l'agro-industrie à faible émission de carbone.
18. Enfin, afin de répondre à la demande de transformation des noix de galip, 3 000 ménages supplémentaires de la province de Morobe seront engagés dans de nouveaux partenariats, ce qui permettra d'augmenter l'offre et la participation aux activités de la chaîne de valeur.

C. Composantes, résultats et activités

19. Le financement supplémentaire permettra d'étendre les activités du MVF dans toutes les composantes, en donnant la priorité à une plus grande sensibilisation, à des approches révisées et à de nouveaux efforts d'adaptation au changement climatique.
20. **La composante 1, Partenariats commerciaux inclusifs**, vise à établir des partenariats inclusifs entre les agriculteurs des villages et les acheteurs, dans le cadre desquels les agriculteurs bénéficieront d'un meilleur accès aux marchés et aux services de soutien, et les acheteurs s'approvisionneront auprès des agriculteurs pour approvisionner des marchés rémunérateurs.

Sous-composante 1.1 – Partenariats pour les produits frais

- **Extension du programme de subventions de contrepartie.** Le programme de subventions de contrepartie conservera son ratio de partage des coûts de 40/60, le projet couvrant 40% et les partenaires principaux 60%, ces derniers obtenant un financement par le biais de prêts bancaires et d'un fonds de garantie de crédit si nécessaire. Le financement soutiendra les investissements visant à stimuler la productivité et l'accès au marché, tels que les camions frigorifiques, les entrepôts frigorifiques, les unités d'emballage et les équipements de mécanisation. Les agriculteurs participants (appelés « agriculteurs de contact ») peuvent désormais présenter leur candidature en groupe, ce qui contribue à réduire les obstacles financiers et à encourager une plus grande participation.
- **Révision du fonds de garantie de crédit.** Le fonds de garantie de crédit (CGF) avait initialement été conçu pour aider les petits exploitants agricoles à accéder au financement, mais les garanties de prêt directes se sont révélées inefficaces en raison du faible niveau de culture financière, des antécédents de crédit médiocres et des coûts de transaction élevés. L'approche révisée pour le financement supplémentaire ciblera les partenaires principaux et les agrégateurs, qui soutiennent les petits exploitants en s'approvisionnant et en commercialisant leurs produits, mais qui sont confrontés à des difficultés de liquidité et de garantie pour obtenir des crédits commerciaux. Dans le cadre du financement supplémentaire, 1,04 million de dollars américains seront alloués au CGF, qui garantira jusqu'à 50 % des prêts accordés aux principaux partenaires par l'intermédiaire de banques partenaires pour des investissements dans, par exemple, des équipements et des fonds de roulement, encourageant ainsi une plus grande implication des institutions financières. Les petits exploitants agricoles continueront à bénéficier de subventions de contrepartie et d'un soutien au renforcement des capacités afin d'améliorer la production, l'accès au marché et la gestion financière.
- **Amélioration de la résilience climatique des chaînes de valeur des produits frais.** Grâce à ce financement supplémentaire, des entrepôts réfrigérés alimentés à l'énergie solaire et des installations d'approvisionnement en eau seront mis à disposition pour aider les communautés à s'adapter à la variabilité climatique.

- (i) **Entrepôts frigorifiques alimentés à l'énergie solaire**
Pour remédier au manque d'infrastructures de chaîne du froid en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le projet prévoit l'installation de dix unités de stockage frigorifique hors réseau alimentées à l'énergie solaire, selon le modèle Village Ventures développé par AgBook Agribusiness Training and Advisory Ltd. Ces installations permettront de réduire les pertes après récolte, de préserver la qualité des produits, de soutenir des liens commerciaux fiables et de favoriser une agro-industrie durable et à faible émission de carbone grâce à des approches de paiement à la caisse ou de rémunération à l'acte.
- (ii) **Réseaux d'eau à usages multiples pour l'irrigation et la fourniture de services WASH**
Le financement supplémentaire permettra de construire des systèmes d'approvisionnement en eau intégrés destinés à la fois à l'irrigation et à l'usage domestique, en fonction des besoins identifiés en 2024. La combinaison de l'irrigation goutte à goutte et de l'approvisionnement en eau potable par gravité ou à l'énergie solaire permettra de réduire le stress lié à la saison sèche, d'améliorer la sécurité alimentaire et d'améliorer la santé de la communauté, en particulier pour les femmes et les filles chargées de la collecte de l'eau. Les fontaines communales faciliteront l'accès à l'eau, amélioreront la nutrition et renforceront la participation économique des femmes.

Sous-composante 1.2 – Chaîne d'approvisionnement en noix de Galip

- 21. Les collecteurs profilés de l'East New Britain et de Madang ne sont actuellement pas en mesure de répondre aux besoins en volume des usines de transformation. Le financement supplémentaire permettra d'étendre les partenariats pour la noix de galip à la province de Morobe, dans le but d'atteindre 3 000 ménages supplémentaires et d'augmenter l'approvisionnement annuel. Morobe faisant déjà partie du soutien à la chaîne de valeur des produits frais du projet, cette expansion s'appuiera sur une base existante. Comme tous les collecteurs profilés sont des femmes et des jeunes impliqués dans la culture du cacao, le renforcement de la collecte des noix de galip et de l'accès au marché contribuera à diversifier leurs revenus et à accroître leur participation à la production de produits de grande valeur.
- 22. **Composante 2. Les investissements dans la chaîne de valeur** favorisent l'accès des agriculteurs aux marchés grâce à l'amélioration des routes et soutiennent l'inclusion financière en facilitant l'accès à des services financiers adaptés.

Sous-composante 2.1 – Réhabilitation complète des routes de desserte

- 23. Le financement supplémentaire facilitera la réhabilitation des routes secondaires essentielles qui relient les zones de production agricole aux marchés. Les évaluations sur le terrain ont révélé que l'état de ces routes était nettement plus mauvais que ce qui avait été initialement constaté lors de la conception du projet, rendant nécessaire leur réhabilitation complète. Cela entraînera des coûts nettement plus élevés que les améliorations ponctuelles initialement prévues, ce qui conduira à une réduction de l'objectif initial de 100 kilomètres à 26 kilomètres, la réhabilitation de 10 kilomètres étant financée par le prêt initial et celle de 16 kilomètres par le nouveau financement.
- 24. Les améliorations intégreront des caractéristiques de résilience climatique conformément aux exigences des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP), garantissant ainsi que les routes réhabilitées résistent aux phénomènes météorologiques extrêmes et offrent ainsi des infrastructures fiables qui soutiendront une production agricole durable et des liens commerciaux solides dans toutes les zones du projet.

Sous-composante 2.2 – Inclusion financière

- 25. **Introduction du modèle d'association d'épargne et de crédit (SLA).** Le financement supplémentaire sera utilisé pour introduire un modèle SLA communautaire visant à améliorer l'inclusion financière des participants au projet, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. Contrairement aux services précédents basés sur le crédit, cette approche donne la priorité à l'épargne afin de renforcer la résilience financière et l'accès durable aux services financiers.

26. Des partenaires spécialisés tels que CARE International, TISA Bank et d'autres prestataires de services seront engagés pour organiser des sessions ciblées visant à promouvoir une culture de l'épargne au sein des communautés participantes.
27. Les SLA seront créés au niveau communautaire, où les membres pourront épargner collectivement sur des comptes de groupe auprès d'institutions reconnues. Lorsqu'ils auront atteint un objectif d'épargne fixé, le projet fournira des fonds de contrepartie, permettant aux membres de la communauté de réinvestir dans des activités productives et encourageant la responsabilité collective.
28. Les SLA travailleront en étroite collaboration avec des partenaires commerciaux, ce qui permettra aux agriculteurs de participer plus activement aux chaînes d'approvisionnement et de réduire leur dépendance vis-à-vis des prêts externes. Les SLA qui auront réussi pourront à terme devenir des entités financières indépendantes.
29. **La composante 3. Gouvernance collective et gestion de projet** vise à créer des politiques et des institutions qui favorisent le développement de chaînes de valeur inclusives pour les produits frais et les noix de galip (sous-composante 3.1) et à assurer une gestion efficace du projet (sous-composante 3.2).
30. Le financement supplémentaire renforcera la capacité de la FPDA à gérer l'expansion des activités en améliorant les opérations provinciales et en supervisant les nouveaux investissements. Les coûts d'exploitation resteront inférieurs à 20 % du montant du prêt.
31. Le tableau ci-dessous résume les résultats attendus des trois composantes du MVF.

Composante	Résultat
1. Partenariats commerciaux inclusifs	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages agricoles villageois ont accès aux marchés et aux services dans les chaînes de valeur ciblées
2. Investissement dans les chaînes de valeur favorables	<ul style="list-style-type: none"> • L'amélioration de l'environnement de la chaîne de valeur facilite l'intégration des petits agriculteurs
3. Gouvernance collective et gestion de projets	<ul style="list-style-type: none"> • Les acteurs organisés du secteur contribuent à l'élaboration des politiques et à la coordination sectorielle en faveur d'une croissance inclusive des secteurs des produits frais et de la noix de galip.

D. Coûts, avantages et financement

Coûts du projet

32. Le montant total des investissements supplémentaires et des coûts récurrents du FVM, tant pour le projet initial que pour le financement supplémentaire, est estimé à 52,44 millions de dollars EU, comprenant : (i) le prêt initial approuvé par le FIDA de 25,5 millions de dollars EU ; (ii) le financement supplémentaire de 18,065 millions de dollars EU ; (iii) la contribution prévue du gouvernement de 4,796 millions de dollars É.-U. ; (iv) le cofinancement/les contributions de 1,483 million de dollars É.-U. provenant d'institutions financières ; et (v) la contribution prévue des participants au projet de 2,595 millions de dollars É.-U.
33. Avec ce financement supplémentaire, le prêt du FIDA s'élève à 43,565 millions de dollars, soit 83,07 % du financement total du projet. Les données du COSTAB ont été mises à jour à la suite des changements intervenus dans le financement supplémentaire et le financement de contrepartie.
34. **Les sous-composantes 1.1 (partenariats pour les produits frais) et sous-composante 2.1 (réhabilitation complète des routes de desserte)** sont partiellement classées comme financement climatique. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce financement supplémentaire est estimé à 7,144 millions de dollars.

Tableau 1
Résumé du financement initial et supplémentaire
(en milliers de dollars américains)

	<i>Financement initial</i>	<i>Variations du financement initial</i>	<i>Financement supplémentaire</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	25 500	-	18 065	43 565
Autres cofinanciers	4 223	(3 779)	1 040	1 483
Participants au projet	1 214	1 381	-	2 595
Emprunteur/bénéficiaire (central)	2 851	439	1 506	4 796
Provinces et districts	13 000	(13 000)	-	-
Déficit de financement	3 472	-	-	-
Total	50 260	(14 959)	20 611	52 440

Tableau 2
Financement supplémentaire : coûts du projet par composante (et sous-composante) et bailleur de fonds
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Montant</i>	<i>Supplémentaire</i>				
		<i>Prêt supplémentaire du FIDA</i>	<i>Institutions financières</i>		<i>Emprunteur/bénéficiaire</i>	<i>Total</i>
			<i>Montant</i>	<i>%</i>		
1. Partenariats commerciaux inclusifs						
1.1. Partenariats dans le domaine des produits frais	4 710	100,0				4 710
1.2. Chaîne d'approvisionnement en noix de Galip	260	100,0				260
Sous-total	4 969	100,0				4 969
2. Investissements dans les chaînes de valeur						
2.1. Réhabilitation complète des routes de desserte	6 482	100,0				6 482
2.2. Inclusion financière	2 100	66,9	1 040	33,1		3 140
Sous-total	8 582	89,2	1 040	10,8		9 622
3. Gouvernance collective et gestion de projet						
3.1. Gouvernance collective	278	100,0				278
3.2. Gestion de projet	4 236	73,8	1 506	26,2		5 742
Sous-total	4 513	75,0	1 506	25,0		6 020
Total	18 065	87,6	1 040	5,0	1 506	7,4
						20 611

Tableau 3

Financement supplémentaire : coûts du projet par catégorie de dépenses et bailleur de fonds
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Supplémentaire										
	Prêt supplémentaire du FIDA	Subvention supplémentaire du FIDA	Institution financière	Participants au projet			Emprunteur/bénéficiaire			Total	
				Montant	Montant	%	Montant	%	Espèces	En nature	%
I. Coûts d'investissement											
A. Travaux	6 151	100,0									6 151
B. Équipements et matériaux	1 360	100,0									1 360
C. Services de conseil et formation	4 925	100,0									4 925
D. Crédit, fonds de garantie	1 040	50,0	1 040	50,0							2 081
E. Subventions	1 647	100,0									1 647
Coûts d'investissement totaux	15 123	93,6		1 040	6,4						16 163
II. Coûts récurrents											
A. Dépenses courantes	2 942	66,1							1 506	33,9	4 448
Total des coûts récurrents	2 942	66,1							1 506	33,9	4 448
Total	18 065	87,6		1 040	5,0				1 506	7,4	20 611

Tableau 4

Coûts du projet par composante et par année du projet

(en milliers de dollars américains)

Composante/sous-composante	2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030		Total	
	Montant	Montant	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%												
1. Partenariats commerciaux inclusifs																												
1.1. Partenariats dans le domaine des produits frais	409	2,7	408	2,7	583	3,8	1 877	12,4	2 679	17,7	2 179	14,4	2 114	13,9	199	1,3	1 967	13,0	1 770	11,7	973	6,4	15 157					
1.2. Chaîne d'approvisionnement en noix de Galip	91	8,1	87	7,7	57	5,1	57	5,1	136	12,1	210	18,7	207	18,4	21	1,9	182	16,1	57	5,1	21	1,9	1 126					
Sous-total	500	3,1	495	3,0	640	3,9	1 934	11,9	2 815	17,3	2 389	14,7	2 321	14,3	220	1,4	2 148	13,2	1 827	11,2	994	6,1	16 283					
2. Investissements dans les chaînes de valeur																												
2.1. Réhabilitation complète des routes de desserte																												
2.2. Inclusion financière	374	5,8	638	9,8	555	8,5	-	-	178	2,7	1 040	16,0	78	1,2	486	7,5	20	0,3	1 497	23,0	1 179	18,1	464	7,1	6 509			
Sous-total	374	2,3	638	3,8	555	3,3	-	-	226	1,4	1 128	6,8	406	2,4	3 619	21,8	35	0,2	4 118	24,8	3 795	22,9	1 709	10,3	16 604			
3. Gouvernance collective et gestion de projet																												
3.1. Gouvernance collective																												
3.2. Gestion de projet	102	0,5	1 014	5,4	1 564	8,4	1 059	5,7	942	5,1	1 538	8,3	1 910	10,3	1 911	10,3	1 875	10,1	962	5,2	2 336	12,5	1 070	5,7	18 621			
Sous-total	102	0,5	1 014	5,2	1 564	8,0	1 059	5,4	957	4,9	1 587	8,1	1 986	10,2	1 987	10,2	2 236	11,4	1 040	5,3	2 436	12,5	2 436	12,5	1 147	5,9	19 553	
Total	102	0,5	1 389	2,6	2 702	5,2	2 109	4,0	1 597	3,0	3 747	7,1	5 929	11,3	4 782	9,1	8 175	15,6	1 295	2,5	8 703	16,6	8 058	15,4	3 851	7,3	52 440	

Résumé des avantages et analyse économique

35. L'objectif du projet est d'accroître durablement les revenus des ménages agricoles villageois grâce à l'amélioration des liens avec les marchés. Le but et l'objectif ne changeront pas à la suite du financement supplémentaire. Le taux de rendement interne économique global du programme est estimé à 42 % pour le scénario de base. La valeur actuelle nette du flux de bénéfices nets, actualisée à 7 %, est de 76,4 millions de dollars américains. L'analyse de sensibilité confirme que la viabilité économique du programme reste intéressante, car une valeur actuelle nette positive et un taux de rendement interne économique supérieur à 7 % sont préservés lorsque l'on teste une diminution de 50 % des bénéfices du projet ou une augmentation de 50 % des coûts du projet. Néanmoins, le projet est plus sensible à une baisse des bénéfices qu'à une augmentation des coûts. Une diminution des bénéfices peut être provoquée par des fluctuations du marché/des prix, des changements climatiques imprévus, de faibles rendements agricoles, des retards dans les formations ou des problèmes avec les partenariats.

Stratégie de sortie et durabilité

36. Le projet vise à garantir une agriculture commerciale durable dans les secteurs des produits frais et des noix de galip pour les ménages cibles. Les partenariats commerciaux bénéficient d'une aide technique et financière pendant trois ans maximum, après quoi ils sont censés fonctionner de manière indépendante, tout en continuant à garantir aux agriculteurs l'accès aux marchés et aux services. Les investissements visent principalement à renforcer la capacité des partenaires et des agriculteurs à mieux résister aux fluctuations du marché.
37. Parmi les autres mesures de durabilité figurent la réalisation d'économies d'échelle, le renforcement du pouvoir de négociation et la création de fermes de démonstration qui serviront de centres de soutien communautaires permanents. Le projet vise également à doter la FPDA des compétences nécessaires pour continuer à aider les agriculteurs. Les études politiques et les stratégies d'extension prévues ont pour objectif de partager les enseignements tirés du projet à l'échelle régionale et de renforcer le système alimentaire national, contribuant ainsi à réduire la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

38. Les principaux risques liés au projet et les stratégies d'atténuation restent les mêmes que ceux identifiés lors de la préparation du projet. L'un des risques majeurs est la capacité limitée de l'agro-industrie, qui est traitée en collaboration avec des partenaires afin de mettre en place des mesures incitatives viables pour impliquer les petits agriculteurs, une pratique qui sera poursuivie. Les difficultés persistantes d'accès aux services financiers en milieu rural limitent la participation des agriculteurs aux chaînes de valeur ; le projet mettra donc l'accent sur le développement d'options locales d'épargne et de financement. Les capacités de gestion de la FPDA ont posé des difficultés au début, mais l'appui technique et le transfert de connaissances ont été utiles. Un soutien continu est nécessaire pour assurer la viabilité à long terme.
39. **Risques financiers.** En juin 2025, la dernière mission de supervision a évalué le risque inhérent à la gestion financière du projet comme étant important. Les principaux défis en matière de gestion financière comprennent la nécessité de renforcer les capacités du personnel local afin d'améliorer ses compétences comptables et de garantir le respect des exigences du FIDA en matière d'information financière. Le projet est actuellement confronté à une dette fiscale importante de 3,94 millions de kina papouasiens, due à la Commission des recettes internes. En outre, les primes mensuelles d'encouragement d'un montant total de 818 442 kina, versées au personnel de la FPDA, ont été classées comme dépenses non éligibles en raison de l'insuffisance des pièces justificatives. Une lettre officielle du ministère national des Finances est nécessaire pour demander un ajustement ou une compensation à partir des fonds du prêt du FIDA, comme indiqué dans le plan d'action en matière de gestion financière. Si cela n'est pas obtenu, le projet devra rembourser les primes de la FPDA soit sur le compte désigné, soit sur le compte d'exploitation. Un audit d'enquête spécial, convenu lors de l'examen à mi-parcours de 2023, est en cours et doit être achevé d'ici novembre 2025. Le personnel du projet soumettra le rapport avant la nouvelle date limite fixée dans le plan d'action lors de la mission de supervision de juin 2025. Les principales mesures prioritaires sont les suivantes :

- Renforcer les capacités de gestion financière grâce à la formation du personnel ;
- Amélioration de la planification budgétaire et du suivi des performances ; et
- Finalisation et mise à jour du manuel de mise en œuvre du projet afin de refléter les procédures actuelles de gestion financière.

B. Catégorie environnementale et sociale

40. La notation des risques environnementaux et sociaux du MVF est **modérée**. Ces risques devraient avoir un impact minimal sur les activités sur le terrain, et des mesures d'atténuation efficaces sont disponibles.
41. La zone du projet est située dans des régions habitées par des peuples autochtones, qui possèdent un patrimoine culturel matériel et immatériel. Les améliorations apportées aux infrastructures dans le cadre du projet sont de moindre envergure et visent à prévenir les impacts négatifs tels que le déplacement de populations, le développement d'infrastructures à grande échelle ou l'utilisation de matériaux dangereux. Le projet n'aura pas d'impact négatif sur les peuples autochtones ni sur les sites historiques, religieux ou culturels.
42. Les SECAP pertinents ont été suivis afin de garantir une gestion adéquate des risques environnementaux et sociaux potentiels associés aux activités du projet, notamment l'élaboration d'un plan de gestion environnementale, sociale et climatique et d'un plan d'engagement des parties prenantes, la mise en place d'un mécanisme de règlement des griefs, et l'élaboration d'un instrument de consentement libre, préalable et éclairé et d'un plan pour les peuples autochtones.

C. Classification des risques climatiques

43. La mise en œuvre du projet dans les hautes terres est soumise à des défis climatiques tels que des conditions météorologiques extrêmes fréquentes. Le risque climatique global est considéré **comme modéré**, en supposant que les systèmes de production, les chaînes de valeur et les infrastructures sont suffisamment résilients au climat. Les routes d'accès actuelles ne sont pas résilientes au climat, leur réhabilitation se fera donc conformément à la norme SECAP 9 sur le changement climatique, afin de garantir que les infrastructures rurales puissent résister à des conditions météorologiques extrêmes.
44. Les chaînes de valeur seront examinées sous l'angle de la résilience climatique, et des mesures d'atténuation seront intégrées à toutes les étapes, de la production à la commercialisation. Le renforcement des groupes de producteurs et l'amélioration de l'accès au financement renforceront la capacité d'adaptation. L'amélioration du partage d'informations, les technologies prédictives et la coopération contribueront également à la résilience de la chaîne d'approvisionnement.
45. À condition que les risques soient gérés et que les stratégies soient mises en œuvre, le risque climatique du projet reste modéré.

D. Budget de mise en œuvre du SECAP

46. Le projet initial prévoit environ 494 190 dollars américains pour les coûts liés au SECAP, couvrant le personnel, la personne de référence, l'assistance technique et le renforcement des capacités. Ce budget soutient à la fois les activités en cours et certaines nouvelles activités dans le cadre du financement supplémentaire.

IV. Mise en œuvre

A. Conformité avec les politiques du FIDA

47. Le MVF est pleinement conforme aux buts et objectifs du Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA et aux politiques et stratégies pertinentes du FIDA, notamment : (i) la Politique de ciblage de la pauvreté 2023 du FIDA ; (ii) le Plan d'action 2026-2031 du FIDA en faveur de la jeunesse rurale ; (iii) la stratégie d'engagement du secteur privé du FIDA pour 2019-2024 ; (iv) la politique du FIDA en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (2012) ; et (v) le SECAP du FIDA.
48. Les activités du MVF s'alignent sur l'objectif de la note de stratégie nationale 2025-2027 visant à promouvoir une croissance inclusive en augmentant les revenus, la sécurité alimentaire et la résilience des communautés rurales grâce à des partenariats innovants dans la chaîne de valeur agroalimentaire. Pour la période 2025-2027, trois objectifs stratégiques guideront les efforts : soutien immédiat au renforcement

le secteur des produits frais grâce à la mise en œuvre du MVF, à des améliorations à moyen terme de la durabilité du secteur et à l'extension future de l'approche MVF à d'autres régions.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

49. Le cadre initial de gestion et de coordination de haut niveau restera inchangé, avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage comme organisme d'exécution et l'Agence de développement des produits frais (FPDA) comme organisme de mise en œuvre. La structure de mise en œuvre du projet a été examinée et révisée lors de la mission de supervision de juin 2025 afin de renforcer la mise en œuvre et d'intégrer la structure au sein de la FPDA pour assurer la viabilité institutionnelle.
50. La structure organisationnelle est la suivante :
- (i) Un comité directeur national fournit des orientations générales, assure la supervision et approuve les plans de travail et les budgets annuels, les rapports d'avancement et les rapports financiers ;
 - (ii) Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage est l'organisme d'exécution et est chargé de la direction générale, de la coordination et de la supervision du projet ;
 - (iii) La FPDA est responsable de la gestion globale du projet et travaille par l'intermédiaire d'une unité de gestion de projet (PMU) pour la gestion et la mise en œuvre quotidiennes du projet ; et
 - (iv) Les équipes provinciales du bureau provincial de la FPDA dans chaque province cible travaillent sous la supervision de la FPDA et avec les conseils de l'UMG.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

51. **Gestion financière.** La qualité de la gestion financière du MVF a été jugée modérément satisfaisante, d'après les conclusions de la dernière mission de supervision, menée en juin 2025. Les modalités de gestion financière sont bien organisées en termes de personnel et de systèmes. L'équipe chargée du financement du projet est équipée pour gérer le financement supplémentaire, avec une séparation des tâches pour les fonctions principales. Le plan de travail annuel approuvé, le budget et le plan d'approvisionnement guideront les activités du projet. Les modalités actuelles de gestion financière seront maintenues pour ce financement supplémentaire.
52. **Comptabilité et rapports.** Le système d'information de gestion existant du MVF doit être renforcé grâce à la présence continue d'un spécialiste financier international chargé principalement d'encadrer le personnel national. Des rapports financiers intermédiaires seront préparés et soumis via le portail client du FIDA dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, accompagnés des demandes de retrait correspondantes pour justification et avances, le cas échéant. La monnaie de référence sera le dollar américain et la monnaie de transaction, le kina papouasien.
53. **Modalités de décaissement et de financement.** Le compte désigné en dollars américains auprès du Trésor recevra le financement supplémentaire. Le compte désigné fonctionnera selon le principe du fonds renouvelable, sur la base des rapports financiers intermédiaires trimestriels et des prévisions de trésorerie. Un compte de projet sera maintenu en kina papouasien-néo-guinéen à des fins transactionnelles et sera réapprovisionné au besoin à partir du compte désigné. Dans le cas où un compte désigné distinct serait ouvert pour le financement supplémentaire, son utilisation commencera après que le prêt initial aura été entièrement utilisé, à moins que le gouvernement ne fournit une justification solide pour utiliser les fonds supplémentaires parallèlement au financement initial.
54. **Contrôle interne.** Le manuel de mise en œuvre du projet actuellement approuvé sera maintenu pour ce financement supplémentaire, tout comme le manuel de gestion financière du MVF, qui fera l'objet d'un certain nombre de mises à jour.

55. **Audit externe.** Les états financiers annuels seront établis selon la méthode de la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Le financement supplémentaire sera intégré dans les états financiers du projet et fera l'objet d'un audit externe annuel réalisé par une institution supérieure de contrôle agréée par le FIDA. Un rapport d'audit annuel et une lettre de recommandation seront soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de l'exercice. Le rapport d'audit sera publié conformément à la politique de divulgation du FIDA.
56. **Passation des marchés.** La passation des marchés de biens, de travaux et de services financés à partir des ressources fournies ou administrées par le FIDA sera effectuée conformément à la réglementation gouvernementale et aux dispositions des directives et du manuel du FIDA en matière de passation des marchés. Les biens et services (hors conseil) achetés dans le cadre d'appels d'offres internationaux ou nationaux, d'achats nationaux et de contrats directs suivront les procédures et processus définis dans le manuel de mise en œuvre du projet approuvé par le comité directeur du projet et le FIDA. Les procédures de sélection des consultants individuels et des prestataires de services individuels seront également définies dans le manuel de mise en œuvre du projet.
57. **Lutte contre la corruption.** Le FIDA ne financera pas les biens, les travaux ou les services de conseil qui ne sont pas acquis conformément à ses directives en matière de passation des marchés pour les projets et à l'accord de financement du projet. Si la passation des marchés n'est pas conforme, le FIDA peut également prendre des mesures supplémentaires en vertu de l'accord de financement, telles que l'annulation du montant du prêt concerné en le marquant comme inéligible. Même si un contrat a été approuvé après que le FIDA a émis une déclaration de non-objection, le FIDA peut toujours déclarer qu'il y a eu non-respect des procédures de passation des marchés s'il constate que l'approbation était fondée sur des informations incomplètes, incorrectes ou trompeuses fournies par l'emprunteur ou le bénéficiaire.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

58. Les systèmes actuels de suivi et d'évaluation (S&E) et de gestion des connaissances seront maintenus pour le financement supplémentaire. L'unité de gestion du projet coordonne le système de S&E, qui comprend un cadre logique, un cadre de S&E, un système d'information de gestion et un tableau de bord en ligne. Le FIDA continuera à mener régulièrement des missions de suivi et de supervision afin d'orienter la mise en œuvre. Dans chaque province ciblée, les principaux partenaires du MVF et les agents de vulgarisation villageois collecteront des données de S&E tout en apportant leur soutien aux participants au projet. Les connaissances continueront d'être partagées par le biais d'événements d'apprentissage, d'ateliers et de divers canaux médiatiques.

D. Modifications proposées à l'accord de financement

59. L'accord de financement sera modifié pour tenir compte des éléments suivants : (i) le financement supplémentaire de 18,065 millions de dollars américains, selon les mêmes conditions que celles stipulées pour les prêts mixtes du FIDA, avec les modifications correspondantes à l'annexe 2 de l'accord de financement ; (ii) les ajustements des montants du financement de contrepartie, y compris la contribution du gouvernement de 4,23 millions de dollars américains, la contribution des participants au projet de 1,314 million de dollars américains et la renonciation aux ressources provinciales et régionales de 13,0 millions de dollars américains ; (iii) la réaffectation entre les catégories, comme demandé par le gouvernement ; et (iv) la prolongation de trois ans supplémentaires des dates d'achèvement du projet et de clôture du financement.

V. Instruments juridiques et autorité

60. Un accord de financement entre le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée et le FIDA constitue l'instrument juridique permettant d'accorder le financement proposé à l'emprunteur/bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement supplémentaire.
61. Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée est habilité, en vertu de sa législation, à recevoir des financements du FIDA.

62. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

63. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement supplémentaire proposé dans les termes de la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : que le Fonds accorde au gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée un prêt à des conditions mixtes d'un montant de dix-huit millions soixante-cinq mille dollars des États-Unis (18 065 000 USD) et à des conditions qui soient pour l'essentiel conformes aux conditions présentées dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Outreach	1.a Corresponding number of households reached			Project survey	Interim review 2 and Project end	PMU + FPDA	GoPNG commitment to improve returns to farmers in agriculture value chains				
	Households - Households	23500	46700								
	1. Persons reached by Project-supported activities										
	Males - Males	23500	46700								
	Females - Females	23500	46700								
	Young - Young people										
	Indigenous people - Indigenous people	47000	93400								
	Total number of persons receiving services - Number of people	47000	93400								
	1.b Estimated corresponding total number of households members										
Project Goal Improved livelihoods of village farmers' households (HH) in target provinces	Household members - Number of people	117500	233500	Project survey	Interim review 2 and Project end	PMU + FPDA	GoPNG commitment to improve returns to farmers in agriculture value chains				
	Increase in HH asset ownership index										
Development Objective Increased returns to village farming households from increased marketed production	Households - Percentage (%)	30	30	Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	GoPNG commitment to improve returns to farmers in agriculture value chains				
	Percentage of total farmer fresh produce production sold to market increased										
	Increase in production sold - Percentage (%)	65	65								
	Percentage of total galip nut collection per farmer sold to galip plant										
Outcome Village farming households have access to markets and services in the target value chains	Galip nut sold per farmer - Percentage (%)	90	90	Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners					
	Yield in selected fresh produce crops increased										
	Average yield increase - Percentage (%)	40	40								
	Annual volume of galip nut sold to plant										
	Galip nut - Tons	500	1000								
	1.2.4 Households reporting an increase in production										
	Households - Percentage (%)	75	75								
	Households - Households	17625	35000								

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Output 1.1 Different types of business partnerships involving FP/GN are implemented	Farming households (men and women) involved in Project-supported partnerships			Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	Private investors interested in partnering with men and women village farmers				
	Households (Fresh produce) - Number	18700	18700								
	Households - Number (total) - Number	23200	23200								
	Households (galip) - Number	4300	7300								
Output 1.2 Farming households in partnerships are trained to use improved technologies	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies			Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	Private investors interested in partnering with men and women village farmers				
	Men trained in crop - Males	10000	22200								
	Women trained in crop - Females	10000	22200								
	Young people trained in crop - Young people	6000	13320								
	Indigenous people trained in crop - Indigenous people	20000	44400								
	Total persons trained in crop - Number of people	20000	44400								
Outcome Improved value chain environment to facilitate small farmers' inclusion	1.2.5 Households reporting using rural financial services			SLA reports, CEFI reports, PMU reports	Biannual reports	CARE, CEFI, PMU					
	Total number of household members - Number of people	18000	18000								
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities										
	Persons - Number	10000	33700								
	Households reporting improved physical access to markets - Households	10000	6740								
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households		4000								
	Supported rural enterprises reporting and increase in sales										
	Enterprises - Number	30	30								

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Output 2.1 Financial institutions (FIs) with improved capacities to serve target value chains players	1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services										
	Males - Males	9000	18200								
	Females - Females	9000	16000								
	Young - Young people	2700	6840								
	Indigenous people - Indigenous people	18000	34200								
	Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and Services (total) - Number of people	18000	34200								
Output 2.2 Improved, climate resilient feeder roads from main production areas to main road	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Biannual reports	PMU					
	Length of roads - Km	100	26								
	Districts have maintenance arrangements in place to sustain feeder road practicability after spot improvements										
	Districts - Number	20	6								
Outcome 3.2.3 Households reporting a significant reduction in the time spent for collecting water	Households – Number		3400		Biannual reports	PMU					
	Households - %		85%								
	Households members		20000								
Outcome Organised industry players contribute to policy development and sector coordination for inclusive industry growth	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Biannual reports	PMU					
	Number - Number	3	4								
	FPDA MIS operational										
	FPDA - Number	1	1								
Output 3.1 Multi-stakeholders' platforms created and trained	National, provincial and district-based multi-stakeholders' platforms supported				Biannual reports	PMU					
	National - Number	2	2								
	Provincial - Number	3	3								
	District - Number	10	10								
Output 3.2 Policy and regulatory instruments prepared	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Biannual reports	PMU					
	Number - Knowledge Products	3	3								

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Output 3.3 MIS system in place at FPDA and FPDA staff trained	MIS in place and number of staff trained			PMU reports	Biannual reports	PMU					
	MIS - Number	1	1								
	Staff - Number of people	35	35								
	Annual set of evidence-based knowledge products posted on FPDA website as of year 3										
	Knowledge products - Number	1	1								

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

Farm and Business Models	Income after labour cost (PKG)		NPV @ 10% (PGK)	B/C ratio	Return to family labour per day (PGK)
	WOP	WP (5 th year)			
FARM 1	2,475	4,799	11,706	1.31	98.80
FARM 2	2,475	6,159	19,134	1.55	128.55
Galip Nut	3,809	3,921	329	1.08	91.03
Micro	92,470	120,902	114,098	1.19	
Small	128,529	263,139	739,123	1.40	
Medium	209,071	450,040	627,517	1.07	

Table B
Project costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME				
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million US\$)				52,439.88
Beneficiaries	233,500	people	46,700	households
Cost per Beneficiaries	224,581.92	US\$/person	1,122,909.61	US\$/HH
Components and Costs		US\$ million		
A. Inclusive business partnerships	16,283.38	Average increase income per HH	US\$	
B. Supportive Value Chain Investments	16,603.53	• without Project	73,138.17	
C. Collective Governance and Project Management	19,552.97	• with Project	141,493.40	
Total	52,439.88			

Table C
Main assumptions and shadow prices

Financial	
Variable	Assumptions
Exchange Rate	The exchange rate used in the analysis is fixed at US\$ 1 = PGK 4.1 and is an average of the exchange rate prevailing between January 2025 and September 2025.
Prices	The financial prices for Project inputs and products collected during the design phase were updated to 2025 prices using PNG's consumer price index. Prices used represent estimates of the average seasonal prices and the analysis is carried out using constant prices.
Labour	Family labour has been valued both in the financial and economic analysis. Family labour and hired unskilled labour are priced at PGK 52 per day, which is the prevailing market rate.
Opportunity Cost of Capital	A discount rate of 10% has been used in this analysis to assess the viability and robustness of the proposed investments. The selected value is calculated by considering actual market interest rates on loans.
Economic	
Variable	Assumptions
Project Life	Project life has been assumed at 20 years.
Project Inputs and Outputs	Project inputs and outputs traded are valued at their respective economic prices, and goods are expected to move freely within the Project area in response to market demand.
Standard Conversion Factor (SCF)	0.969
Shadow Exchange Rate Factor (SERF)	1.03
Social Discount Rate	The average between the deposit interest rate in Papua New Guinea ³ (0.5%), the market interest rate (10%) and the Wall Street Journal interest rate (3.5%) is 5%. However, to conservatively calculate the economic benefits generated by the Project, the social discount rate adopted for this analysis will be 7%.

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

Households' phasing in by activity															
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total HHs
Phasing in %	0.00%	0.19%	2.61%	5.09%	3.97%	3.01%	8.38%	13.03%	10.25%	16.14%	1.76%	15.20%	13.99%	6.38%	100%
*Full benefits rate 70%	0%	0%	2%	4%	3%	2%	6%	9%	7%	11%	1%	11%	10%	4%	70%
Farm 1	0	28	388	755	589	446	1,244	1,934	1,521	2,396	261	2,256	2,075	947	14,840
Farm 2	0	28	388	755	589	446	1,244	1,934	1,521	2,396	261	2,256	2,075	947	14,840
Galip Nut	0	0	0	0	0	0	500	700	500	500	500	400	0	0	3,100
Total	0	57	776	1,510	1,178	892	2,487	4,367	3,742	5,291	1,022	5,011	4,551	1,895	32,780
Partnerships consolidators' phasing in															
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total HHs
Phasing in %	0.00%	0.19%	2.61%	5.09%	3.97%	3.01%	8.38%	13.03%	10.25%	16.14%	1.76%	15.20%	13.99%	6.38%	100%
Adoption rate 90%	0%	0%	2%	5%	4%	3%	8%	12%	9%	15%	2%	14%	13%	6%	90%
Micro	0	0	0	0	1	1	1	2	1	0	0	0	0	0	6
Small	0	0	0	0	1	1	2	2	4	0	0	0	0	0	10
Medium	0	0	0	0	1	1	2	6	4	0	0	0	0	0	14
Total	0	0	0	0	3	3	5	10	9	0	0	0	0	0	30

³ Average deposit rate, between 2011 and 2015, is 0.5%. Source: WBI - Deposit interest rate (%)
<http://data.worldbank.org/indicator/FR.INR.DPST>

Table E
Economic cash flow

Farm and Business Models	Income after labour cost (PKG)		NPV @ 7% (PGK)	B/C ratio	Return to family labour per day (PGK)
	WOP	WP			
FARM 1	2,987	6,019	18,618	1.39	125.59
FARM 2	2,987	6,717	22,446	1.44	141.12
Galip Nut	11,367	11,504	657	5.37	208.09
Micro	95,638	125,162	141,677	1.23	
Small	133,037	272,179	928,471	1.22	
Medium	242,259	500,385	901,639	1.09	

Table F
Sensitivity analysis

	Assumptions	Related Risk	ERR	NPV \$ Million
Project base case			42%	76,383,150
	-20%	Market/price fluctuations (changes in market demands).	35%	55,671,133
	-30%	Unexpected climatic changes. Low crop yields. Delays in Trainings. Problems with the partnerships	31%	45,315,125
Decrease in Project benefits	-50%		22%	24,603,108
	20%	Market/price fluctuations (changes in market demands).	36%	70,947,763
	30%	Procurement risks. Problems with the partnerships	33%	68,230,070
Increase in Project Costs	50%		29%	62,794,683
Delays in Project implementation	1 year	Delays in having the Project approved by all parties. Any other unforeseeable event.	32%	49,208,586
	3 years		19%	26,378,735

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Outreach	1.a Corresponding number of households reached			Project survey	Interim review 2 and Project end	PMU + FPDA	GoPNG commitment to improve returns to farmers in agriculture value chains				
	Households - Households	23500	46700								
	1. Persons reached by Project-supported activities										
	Males - Males	23500	46700								
	Females - Females	23500	46700								
	Young - Young people										
	Indigenous people - Indigenous people	47000	93400								
	Total number of persons receiving services - Number of people	47000	93400								
	1.b Estimated corresponding total number of households members										
Project Goal Improved livelihoods of village farmers' households (HH) in target provinces	Household members - Number of people	117500	233500	Project survey	Interim review 2 and Project end	PMU + FPDA	GoPNG commitment to improve returns to farmers in agriculture value chains				
	Increase in HH asset ownership index										
Development Objective Increased returns to village farming households from increased marketed production	Households - Percentage (%)	30	30	Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	GoPNG commitment to improve returns to farmers in agriculture value chains				
	Percentage of total farmer fresh produce production sold to market increased										
	Increase in production sold - Percentage (%)	65	65								
	Percentage of total galip nut collection per farmer sold to galip plant										
Outcome Village farming households have access to markets and services in the target value chains	Galip nut sold per farmer - Percentage (%)	90	90	Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners					
	Yield in selected fresh produce crops increased										
	Average yield increase - Percentage (%)	40	40								
	Annual volume of galip nut sold to plant										
	Galip nut - Tons	500	1000								
	1.2.4 Households reporting an increase in production										
	Households - Percentage (%)	75	75								
	Households - Households	17625	35000								

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Output 1.1 Different types of business partnerships involving FP/GN are implemented	Farming households (men and women) involved in Project-supported partnerships			Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	Private investors interested in partnering with men and women village farmers				
	Households (Fresh produce) - Number	18700	18700								
	Households - Number (total) - Number	23200	23200								
	Households (galip) - Number	4300	7300								
Output 1.2 Farming households in partnerships are trained to use improved technologies	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies			Partnership reports	Quarterly reports	Lead Partners	Private investors interested in partnering with men and women village farmers				
	Men trained in crop - Males	10000	22200								
	Women trained in crop - Females	10000	22200								
	Young people trained in crop - Young people	6000	13320								
	Indigenous people trained in crop - Indigenous people	20000	44400								
	Total persons trained in crop - Number of people	20000	44400								
Outcome Improved value chain environment to facilitate small farmers' inclusion	1.2.5 Households reporting using rural financial services			SLA reports, CEFI reports, PMU reports	Biannual reports	CARE, CEFI, PMU					
	Total number of household members - Number of people	18000	18000								
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities										
	Persons - Number	10000	33700								
	Households reporting improved physical access to markets - Households	10000	6740								
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households		4000								
	Supported rural enterprises reporting and increase in sales										
	Enterprises - Number	30	30								

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Output 2.1 Financial institutions (FIs) with improved capacities to serve target value chains players	1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services										
	Males - Males	9000	18200								
	Females - Females	9000	16000								
	Young - Young people	2700	6840								
	Indigenous people - Indigenous people	18000	34200								
	Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and Services (total) - Number of people	18000	34200								
Output 2.2 Improved, climate resilient feeder roads from main production areas to main road	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Biannual reports	PMU					
	Length of roads - Km	100	26								
	Districts have maintenance arrangements in place to sustain feeder road practicability after spot improvements										
	Districts - Number	20	6								
Outcome 3.2.3 Households reporting a significant reduction in the time spent for collecting water	Households – Number		3400		Biannual reports	PMU					
	Households - %		85%								
	Households members		20000								
Outcome Organised industry players contribute to policy development and sector coordination for inclusive industry growth	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Biannual reports	PMU					
	Number - Number	3	4								
	FPDA MIS operational										
	FPDA - Number	1	1								
Output 3.1 Multi-stakeholders' platforms created and trained	National, provincial and district-based multi-stakeholders' platforms supported				Biannual reports	PMU					
	National - Number	2	2								
	Provincial - Number	3	3								
	District - Number	10	10								
Output 3.2 Policy and regulatory instruments prepared	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Biannual reports	PMU					
	Number - Knowledge Products	3	3								

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions				
	Name	Original Loan Target	End target (with AF)	Source	Frequency	Responsibility					
Output 3.3 MIS system in place at FPDA and FPDA staff trained	MIS in place and number of staff trained			PMU reports	Biannual reports	PMU					
	MIS - Number	1	1								
	Staff - Number of people	35	35								
	Annual set of evidence-based knowledge products posted on FPDA website as of year 3										
	Knowledge products - Number	1	1								

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

Farm and Business Models	Income after labour cost (PKG)		NPV @ 10% (PGK)	B/C ratio	Return to family labour per day (PGK)
	WOP	WP (5 th year)			
FARM 1	2,475	4,799	11,706	1.31	98.80
FARM 2	2,475	6,159	19,134	1.55	128.55
Galip Nut	3,809	3,921	329	1.08	91.03
Micro	92,470	120,902	114,098	1.19	
Small	128,529	263,139	739,123	1.40	
Medium	209,071	450,040	627,517	1.07	

Table B
Project costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME				
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million US\$)				52,439.88
Beneficiaries	233,500	people	46,700	households
Cost per Beneficiaries	224,581.92	US\$/person	1,122,909.61	US\$/HH
Components and Costs		US\$ million		
A. Inclusive business partnerships	16,283.38	Average increase income per HH		US\$
B. Supportive Value Chain Investments	16,603.53	• without Project		73,138.17
C. Collective Governance and Project Management	19,552.97	• with Project		141,493.40
Total	52,439.88			

Table C
Main assumptions and shadow prices

Financial	
Variable	Assumptions
Exchange Rate	The exchange rate used in the analysis is fixed at US\$ 1 = PGK 4.1 and is an average of the exchange rate prevailing between January 2025 and September 2025.
Prices	The financial prices for Project inputs and products collected during the design phase were updated to 2025 prices using PNG's consumer price index. Prices used represent estimates of the average seasonal prices and the analysis is carried out using constant prices.
Labour	Family labour has been valued both in the financial and economic analysis. Family labour and hired unskilled labour are priced at PGK 52 per day, which is the prevailing market rate.
Opportunity Cost of Capital	A discount rate of 10% has been used in this analysis to assess the viability and robustness of the proposed investments. The selected value is calculated by considering actual market interest rates on loans.
Economic	
Variable	Assumptions
Project Life	Project life has been assumed at 20 years.
Project Inputs and Outputs	Project inputs and outputs traded are valued at their respective economic prices, and goods are expected to move freely within the Project area in response to market demand.
Standard Conversion Factor (SCF)	0.969
Shadow Exchange Rate Factor (SERF)	1.03
Social Discount Rate	The average between the deposit interest rate in Papua New Guinea ³ (0.5%), the market interest rate (10%) and the Wall Street Journal interest rate (3.5%) is 5%. However, to conservatively calculate the economic benefits generated by the Project, the social discount rate adopted for this analysis will be 7%.

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

Households' phasing in by activity															
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total HHs
Phasing in %	0.00%	0.19%	2.61%	5.09%	3.97%	3.01%	8.38%	13.03%	10.25%	16.14%	1.76%	15.20%	13.99%	6.38%	100%
*Full benefits rate 70%	0%	0%	2%	4%	3%	2%	6%	9%	7%	11%	1%	11%	10%	4%	70%
Farm 1	0	28	388	755	589	446	1,244	1,934	1,521	2,396	261	2,256	2,075	947	14,840
Farm 2	0	28	388	755	589	446	1,244	1,934	1,521	2,396	261	2,256	2,075	947	14,840
Galip Nut	0	0	0	0	0	0	500	700	500	500	500	400	0	0	3,100
Total	0	57	776	1,510	1,178	892	2,487	4,367	3,742	5,291	1,022	5,011	4,551	1,895	32,780
Partnerships consolidators' phasing in															
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total HHs
Phasing in %	0.00%	0.19%	2.61%	5.09%	3.97%	3.01%	8.38%	13.03%	10.25%	16.14%	1.76%	15.20%	13.99%	6.38%	100%
Adoption rate 90%	0%	0%	2%	5%	4%	3%	8%	12%	9%	15%	2%	14%	13%	6%	90%
Micro	0	0	0	0	1	1	1	2	1	0	0	0	0	0	6
Small	0	0	0	0	1	1	2	2	4	0	0	0	0	0	10
Medium	0	0	0	0	1	1	2	6	4	0	0	0	0	0	14
Total	0	0	0	0	3	3	5	10	9	0	0	0	0	0	30

³ Average deposit rate, between 2011 and 2015, is 0.5%. Source: WBI - Deposit interest rate (%)
<http://data.worldbank.org/indicator/FR.INR.DPST>

Table E
Economic cash flow

Farm and Business Models	Income after labour cost (PKG)		NPV @ 7% (PGK)	B/C ratio	Return to family labour per day (PGK)
	WOP	WP			
FARM 1	2,987	6,019	18,618	1.39	125.59
FARM 2	2,987	6,717	22,446	1.44	141.12
Galip Nut	11,367	11,504	657	5.37	208.09
Micro	95,638	125,162	141,677	1.23	
Small	133,037	272,179	928,471	1.22	
Medium	242,259	500,385	901,639	1.09	

Table F
Sensitivity analysis

	Assumptions	Related Risk	ERR	NPV \$ Million
Project base case			42%	76,383,150
	-20%	Market/price fluctuations (changes in market demands).	35%	55,671,133
	-30%	Unexpected climatic changes. Low crop yields. Delays in Trainings. Problems with the partnerships	31%	45,315,125
Decrease in Project benefits	-50%		22%	24,603,108
	20%	Market/price fluctuations (changes in market demands).	36%	70,947,763
	30%	Procurement risks. Problems with the partnerships	33%	68,230,070
Increase in Project Costs	50%		29%	62,794,683
Delays in Project implementation	1 year	Delays in having the Project approved by all parties. Any other unforeseeable event.	32%	49,208,586
	3 years		19%	26,378,735